

Et maintenant c'est au tour de Meloni. Analyse de la situation politique générale après les législatives en Italie

Mauro Casadio – Rete dei Comunisti (Italie)

Aujourd'hui Meloni atteint 26% des voix, hier c'était au tour de Salvini de chanter victoire, avant cela c'était Grillo et avant cela Renzi, sans parler de Berlusconi en son temps. Tous ces "vainqueurs", à l'exception pour l'instant de la dernière arrivée, ont inexorablement plongé des étoiles aux étagères.

Cette tendance cyclique du système politique italien, devenue évidente, n'est certainement pas accidentelle, mais reflète une difficulté hégémonique des classes dirigeantes qui recourent de l'alarme politique, avec un soutien décisif du système d'information, à l'exaltation du sauveur du pays, de Monti à Draghi, afin de relancer la fortune du "Made in Italy" ; en faisant naturellement payer les classes subalternes et en les préparant à un nouveau "populiste", "souverainiste", "pro-fasciste" et ainsi de suite.

Bien sûr, cette situation n'est pas le fruit d'un complot, mais une manière habile de gérer les contradictions politiques réelles, une fois le danger communiste passé, en les retournant en faveur des classes dominantes, une manière construite et testée sur le terrain depuis les années 1990 par le *think tank* du groupe éditorial *La Repubblica* et son fondateur Eugenio Scalfari.

Nous sommes maintenant à un nouveau stade de la pathologie politique nationale où le danger fasciste serait à notre porte, comme le démontre la flamme de l'ex MSI [le Mouvement Social Italien était un parti politique d'inspiration néo-fasciste fondé en 1946 et dissous en 1995 dans Alliance Nationale et en partie dans Flamme Tricolore, ndt] sur le symbole des "Fratelli d'Italia" (Frères d'Italie), et nous assisterons probablement dans les prochains mois à des appels, des mobilisations, des représentations gérés par ceux qui ont cultivé et préparé ce danger.

Peut-être en envoyant le syndicat CGIL ou les associations collatérales du Parti démocrate (PD) avec à ses côtés une gauche soi-disante "antagoniste", mais subordonnée aux appels du "mouvementisme".

De toute évidence, le parti responsable de tout cela est le Parti démocrate, qui, bien qu'il ait systématiquement perdu toutes les élections depuis 2008, à l'exception des élections européennes de 2014 avec Renzi, parvient encore à jouer un rôle gouvernemental préjudiciable au pays, mais certainement pas aux grands groupes commerciaux, à la finance, à l'Union européenne et à l'OTAN.

En témoignent la tendance de plus en plus forte à l'abstentionnisme produite par une politique transformiste éhontée et la gaffe de Letta [secrétaire du PD, ndt] sur le Mouvement 5 étoiles qui l'a "expulsé" du grand champ et l'a fait naître.

De plus, le PD a l'habitude de brûler ses dirigeants pour l'hyper-concurrence interne et pour continuer à avoir une fonction de "contrôleur" tiers du système politique national.



Ce qui est certain, c'est que cette fonction face à une nouvelle défaite électorale risque de conduire à sa désintégration après avoir perdu Bersani, Renzi, Calenda et bien d'autres.

Il n'est certes pas possible de faire des prédictions dans ce sens, mais la perspective du PS français, désormais réduit au minimum, est désormais une possibilité réelle même pour ce nid de vipères.

Mais venons-en à la question posée par le passage électoral, à savoir qu'un parti qui est l'héritier direct du MSI de Almirante gagne les élections et aspire à la présidence du conseil.

Il ne fait aucun doute que cette organisation a conservé son ADN propre du MSI et elle ne cherche pas trop à le cacher lorsque ses dirigeants et militants font le salut romain ou célèbrent certains de leurs anniversaires ou lorsqu'ils crachent des phrases racistes classiques de leur répertoire réactionnaire. Il est évident qu'ils le considèrent comme un élément d'identité, le valorisant comme utile à leur renforcement.

Malheureusement, nous devons également prendre note du "dépassement" effectué par Meloni, avec environ 27% du vote des femmes, sur les féministes du PD qui parlent beaucoup mais se montrent ensuite incapables de changer la direction politique du parti, féministe en paroles mais machiste en fait.

Les aspects les plus réactionnaires qui émergent doivent recevoir la réponse la plus dure possible par la mobilisation et la lutte, empêchant le futur gouvernement de se cacher derrière un faux maquillage démocratisant.

Mais les néo-fascistes doivent aussi accepter la réalité qui signifie aujourd'hui guerre, crise économique et sociale, mais surtout respect des diktats de l'Union européenne.

D'autre part, aucun fascisme ne s'est jamais affirmé sans la complicité de la grande bourgeoisie, qui aujourd'hui aime au contraire se représenter de manière douce et démocratique, en défense des droits, de l'environnement et de tout le répertoire idéologique qui nous est quotidiennement présenté dans les médias.

Le gouvernement de droite devra donc affronter et gérer une dure phase de régression sociale et économique en trahissant son discours contre les grandes entreprises, la finance, et même l'Union européenne, et nous pouvons déjà voir les premiers symptômes de cette reconversion.

Lors de la conférence de presse sur le résultat des élections, Mme Meloni a déclaré que l'heure des responsabilités avait sonné, qu'elle rassurait M. Draghi et l'élite européenne en proposant d'écrire la prochaine Loi de finances à quatre mains avec le premier ministre sortant et, comme première preuve, qu'elle entendait tenir son engagement de supprimer le "revenu de citoyenneté" [« C'est de la méthadone d'Etat », Meloni avait dit] en obéissant aux règles de l'UE en matière de respect du budget.



Paradoxalement, nous sommes confrontés à un renversement des fonctions politiques de la gauche et de la droite au cours des dernières décennies. Dans les années 1990 et jusqu'aux élections de 2006, c'est le centre-gauche qui a pris en charge les politiques d'austérité en frappant et en faisant régresser économiquement et socialement sa base électorale.

Aujourd'hui, c'est précisément cette droite "anti-système" qui doit assumer les intérêts du système si elle veut rester au gouvernement, sinon elle est prête pour le traitement "brutal" déjà mis en œuvre avec Berlusconi en 2011, comme l'a annoncé la présidente de la Commission européenne Mme Von Der Leyen.

En bref, nous sommes probablement confrontés à un film que nous avons déjà vu à maintes reprises, où le vainqueur électoral devient la victime sacrificielle des politiques antipopulaires, et désormais aussi bellicistes, de l'UE.

Pour sceller cela, il y a déjà eu le virage à 180° de Meloni, qui a soutenu l'OTAN et les politiques impérialistes euro-atlantiques, contrairement à l'époque où elle sympathisait avec la Russie et Poutine, comme ses alliés, la Ligue et Berlusconi, continuent de le faire d'une certaine manière, en essayant de ne pas paraître trop renégats.

Si nous pensons que c'est ce que sera le contexte politique national, nous devons également évaluer les résultats de la liste à laquelle nous avons apporté notre soutien politique et organisationnel en tant que Rete dei Comunisti, à savoir la "[Union populaire](#)".

Le résultat de 1,5 % a certainement ses raisons dans la manière dont l'Union populaire a été littéralement entraînée dans l'agonie électorale pratiquement dans les jours qui ont suivi sa première assemblée politique, le 9 juillet, pensant pouvoir compter sur une période de quelques mois pour définir un projet politique ayant sa propre crédibilité, sa propre structuration et ses propres racines sociales.

La crise du gouvernement "insubmersible" de Draghi, la décision de Mattarella d'aller directement aux élections et la période estivale nous ont contraints à un tour de force qui a néanmoins permis une participation électorale et un résultat insuffisant, mais qui a démontré, même avec une campagne électorale dynamique et articulée, une réalité présente dans le pays.

Cependant, une fois la tempête électorale passée, il est indispensable de revenir à la réflexion pour bien définir les objectifs de construction d'une représentation politique des secteurs sociaux pénalisés, d'où le caractère organisé que doit revêtir l'Union populaire elle-même, et aussi le processus à suivre pour transformer les paroles en actes, avec un parcours complexe qui ne se prête malheureusement pas aux simplifications.

Nous devons avoir une compréhension claire de la dimension de la question que nous sommes sur le point d'affronter concernant la condition des classes subalternes dans notre pays, subalternes non seulement comme condition matérielle mais surtout sur le plan idéologique, avec les effets politiquement dévastateurs que nous pouvons vérifier à chaque passage électoral.



Pour nous, le résultat électoral obtenu a eu une fonction positive avec la promotion d'un moment et d'un parcours collectif, qui n'est cependant que la présupposition d'une possibilité, d'une potentialité, toutes à construire.

En effet, nous ne pouvons pas ne pas faire une évaluation objective du chiffre quantitatif atteint par la liste, qui dépasse légèrement – environ 30 000 voix de plus – celui obtenu par "Potere al Popolo" en 2018, c'est-à-dire dans une condition très similaire à celle actuelle avec la convergence de "Rifondazione Comunista".

En bref, si la charge subjective a été positivement amplifiée, ce qui est différent c'est de trouver le chemin qui va au-delà de ce qui est la sphère étroite, bien qu'importante, de la gauche la plus radicale présente dans le pays, mais à ce jour absolument insuffisante pour ouvrir des perspectives plus larges.

Il s'agit à nouveau d'un enracinement social fort, d'un rapport de masse organisé dans le monde du travail et parmi les jeunes et surtout des militants qui travaillent dans ce sens, car une société repliée sur elle-même n'exprime pas spontanément une opposition consciente mais seulement une colère passive et sans perspectives comme nous l'avons vu trop souvent ces dernières années.

Cette possibilité découle de la prise de conscience des perspectives qui se concrétiseront dans les mois et les années à venir avec la nature structurelle et à long terme de la crise qui s'est déjà ouverte avec la pandémie.

Cela affectera les données purement économiques, de l'inflation aux salaires en passant par la précarité ; les données politiques, avec un étranglement démocratique déjà amorcé par Draghi et Mattarella, et surtout l'ère de guerre dans laquelle nous nous dirigeons.

Face à la crise systémique, les tactiques politiques classiques ne suffisent pas, où le positionnement politique sur les événements est la pratique principale et prévaut sur la planification, nous devons nous rendre compte que ce qui manque, c'est la construction d'une force, d'une organisation politique enracinée dans la société.

Afin de répondre à la nécessité de changer les relations de pouvoir et de ne pas se limiter à une simple représentation, certains éléments doivent être explicitement indiqués dans la perspective à construire.

La première est de se présenter comme une force qui vise clairement à dépasser l'ordre social capitaliste actuel vers un autre modèle social lié à la perspective socialiste. L'identité n'est pas quelque chose qui doit être caché, d'un autre côté nous avons le parti Frères d'Italie qui a dans son symbole l'histoire du MSI et donc baisser son identité signifie simplement disparaître dans le courant dominant.

L'autre est celle de l'organisation, qui n'est jamais un problème organisationnel, dans le sens où elle est un processus de construction dans le temps qui doit prendre acte de la réalité dont il part. L'Union populaire est composée de différentes forces, plus ou



moins organisées, qui doivent trouver un moyen de synthétiser patiemment et dans une situation très complexe où les accélérations sont contre-productives.

Dans l'ADN de l'Union populaire il doit y avoir la construction d'une relation de masse avec les secteurs sociaux qui ne soit pas épisodique mais projectuelle, avec la capacité de promouvoir des mouvements généraux de lutte et en dehors des appareils politiques et syndicaux qui nous ont amenés jusqu'ici.

Bref, comme on dit dans ces cas-là, au travail et à la lutte !

Rome, le 28 septembre 2022.

Site web : www.retedeicomunisti.net
Courriel : rdc.internazionale@gmail.com

